



Déclaration liminaire FSU Mayotte,

Monsieur le président du comité technique,

sur l'application du principe de précaution.

Comment comprendre la situation sanitaire aujourd'hui ? D'un côté, on nous annonce que Mayotte sort de l'état d'urgence sanitaire. A la bonne heure ! Mais de l'autre, nous avons appris que le collège de Mtzamboro fermait ses portes en raison de l'apparition de cas confirmés dans l'établissement.

Par ailleurs, pourquoi ferme t-on le collège de Mtzamboro et pas celui de Doujani qui a pourtant connu un double cluster ?

La FSU Mayotte est frappée par les contradictions et l'opacité qui préside à la gestion des situations à risque qui apparaissent ici ou là. Nous devons hélas observer un relâchement des gestes en question et une disparité d'application selon les établissements scolaires des mesures prévues par le protocole. Ici, on ne distribue pas de masques, à un autre endroit, on ne trouve pas de gel, les tables, chaises et claviers sont désinfectés dans un établissement et dans un autre, on ne trouve ni lingettes désinfectantes, ni gel dans les salles. Pourquoi ne pas faire contrôler plus strictement l'application des gestes barrières ?

Puisque le rebond épidémique était annoncé, n'y a-t-il pas une contradiction à donner aussi peu de visibilité aux personnels sur la situation réelle dans les écoles, établissements et services, ajoutant ainsi au climat anxieux suscité par l'égrenage quotidien de chiffres ?

La FSU a alerté dès le mois de juin de la nécessité de mieux encadrer et mieux armer services, établissements et écoles pour faire face aux différentes situations qui pourraient se poser à la rentrée.

Pourquoi les écoles, établissements et services ne disposent-ils pas tous d'un nombre suffisant de masques pour distribuer à leurs personnels ? Pourquoi a-t-il fallu attendre aussi longtemps pour obtenir des éclaircissements sur la situation des personnels contacts et ceux qui vivent

avec une personne vulnérable ou contaminée ? Où sont les dotations en matériels numériques nécessaires, les allègements de tâches, l'adaptation des programmes, la prime d'équipement ?

A Mayotte, les allègements d'effectifs sont plus encore qu'ailleurs une nécessité. Pourtant ils sont au point mort comme si la covid n'avait jamais existé. Le CTA se réunit pour les mesures d'ajustement alors que de l'administration reconnaît que les effectifs ne sont pas encore stabilisés, un mois après la rentrée.

La FSU Mayotte dénonce les effectifs qui dépassent le seuil de tolérance en GS, CP et CE à 12 ou dédoublés. Comment se fait-il que les effectifs demeurent très élevés alors que tout le département est en REP/REP+ ?

Où sont les mesures d'attractivité que la FSU Mayotte appelle de ses vœux pour faire aux immenses besoins dans l'éducation ? Quelles sont les mesures qui ont été prises pour faire venir des enseignants spécialisés, des psychologues scolaires, plus d'enseignants titulaires ... ? La FSU Mayotte revendique un plan de titularisation de tous les contractuels par le biais des concours internes réservés.

Nous savons qu'aujourd'hui quelques dizaines de postes sont encore à pourvoir dans le second degré notamment mais d'une manière plus générale seraient indispensables pour la mise en place de conditions de travail dignes de l'éducation prioritaire.

L'entêtement du gouvernement à vouloir appliquer le jour de carence ou à ne pas reconnaître l'imputabilité au service de la COVID-19 quand le travail objectivement y expose est symptomatique de l'absence de reconnaissance des personnels : c'est certainement une faute politique ! C'est sans doute aussi une faute morale !

Monsieur le Recteur, nous avons bénéficié à Mayotte à l'égard des personnels d'une bienveillance que vous avez portée. Qu'en sera-t-il désormais alors que l'on nous annonce la fin de l'indexation pour les agents retenus à l'étranger quel qu'en soit le motif ?

Alors que nous ouvrons, cette séance, nous savons que les collègues du collège Nelson Mandela ont débrayé hier pour protester contre la coupure d'eau qu'ils ont subi comme leurs élèves.

Les collègues de l'école maternelle passamainty mongoni travaillent sans eau depuis jeudi dernier. Ils font signer des décharges aux parents. Cette situation de mise en danger est validée par l'IEN.

La FSU Mayotte revendique un accompagnement automatique du rectorat pour les agents agressés victimes de graves traumatismes, un retour en métropole, s'ils le souhaitent auprès de leur famille pour une reconstruction sociale et affective.

En ces temps de covid, où les gestes barrières constituent encore et toujours la seule défense contre le virus, il n'est pas acceptable qu'un établissement continue de fonctionner sans eau. Car alors quid du lavage des mains et de l'hygiène au sens large ? Une fois de plus, la FSU Mayotte le répète, le principe de précaution doit prévaloir. La FSU Mayotte reste opposée aux instructions en cas de coupures d'eau.

La FSU Mayotte l'a déjà dit et le répète : la fracture scolaire ne doit pas s'aggraver et l'objectif reste bien de permettre à tous les élèves d'être scolarisés en présentiel. Cependant, cet objectif ne doit pas conduire à sacrifier les règles de protection sanitaire. Or le ministère donne le ton en considérant que la priorité est de ne pas fermer les classes. Ce faisant, il réduit considérablement la notion de contact à risque mettant ainsi un doute sérieux